



Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maintenance des équipements réseaux des 2 campus de l'ENSTA

Référence : 20250003

SOMMAIRE

ARTICLES	
1	OBJET DU MARCHÉ
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS
3	MONTANT DU MARCHÉ
4	PRIX
5	MODALITES DE REGLEMENT
6	PENALITES DE RETARD
7	PROLONGATION DE DELAI, SURSIS
8	OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION
9	GARANTIE TECHNIQUE
10	MODIFICATIONS PAR VOIE D'AVENANT
11	CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES – CLAUSE DE REEXAMEN
12	RESPONSABILITES ET ASSURANCES
13	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES
14	RESILIATION
15	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES
16	CONFIDENTIALITE – DISCRETION - SECURITE
17	TRIBUNAUX COMPETENTS
18	DEROGATIONS AU CCAG
	ANNEXE AU CCAP

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la maintenance des équipements réseaux.

La Direction des Systèmes d'Information de l'ENSTA souhaite confier à un interlocuteur unique pour chacun des lots le maintien en condition opérationnelle de ses équipements réseaux.

Le marché comporte 2 lots distincts :

LOT 01 : Campus de Brest

LOT 02 : Campus de Paris-Saclay

1.1 Type de procédure

Le contrat est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, R2124-1, et R2124-2 1° du Code de la Commande Publique (CCP).

1.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché alloti.

1.4 Durée du marché

Le marché prend effet à compter du 1^{er} octobre 2025, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} octobre 2025, pour une durée de 12 mois. Le marché est ensuite renouvelable 3 fois par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Dans le cas où l'ENSTA ne souhaiterait pas reconduire le marché, le titulaire en serait informé trois mois minimum avant la fin de la période en cours.

Cette non-reconduction n'ouvrirait, en aucun cas, un droit à une quelconque compensation financière.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents cités ci-dessous, et en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- 1) l'Acte d'Engagement "AE" et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- 2) le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP » et son annexe ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et son annexe ;
- 4) le Cahier des Clauses Administratives Générales / Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- 5) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG/TIC (arrêté du 30 mars 2021, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié) n'est pas joint au présent dossier mais est réputé connu des sociétés, et les parties contractantes lui reconnaissent expressément son caractère contractuel.

ARTICLE 3 - MONTANT DU MARCHE

Les montants annuels du présent marché sont les suivants :

Lot 01 : Campus de Brest

	HT	TTC
Montant minimum annuel	4 000 €	4 800 €
Montant maximum annuel	30 000 €	36 000 €

	HT	TTC
Montant minimum annuel	4 000 €	4 800 €
Montant maximum annuel	35 000 €	42 000 €

Le règlement sera effectué suivant le taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

Les montants minimum annuels indiqués ci-dessus constituent le seul engagement de l'ENSTA envers le titulaire.

ARTICLE 4 – PRIX

4.1 Contenu des prix

Les prix comprennent la rémunération de toutes les dépenses propres à l'exécution des prestations de maintenance informatique ainsi que les charges du titulaire (main d'œuvre, déplacements et de séjour éventuel, les matériaux et pièces de rechange, taxes, frais généraux...)

4.2 Type et forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires, semestriels et révisables.

Les prix sont fermes la première année du marché et révisables semestriellement, en hausse comme en baisse, à **chaque début de semestre**.

La date initiale de prise d'effet est appelée T0, la première révision intervenant à T0+12 mois.

4.3 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres, soit le mois **d'août 2025**. Ce mois est appelé "mois zéro" (M0).

4.4 Révision des prix

Les prix des prestations seront révisés par application des dispositions suivantes :

$$P_n = P_0 \times (I_{n-3} / I_0)$$

dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_0 = prix initiaux du marché établis au mois M0

I_0 = valeur de l'indice de référence lue au mois M0

I_{n-3} = dernière valeur définitive connue de l'indice de référence lue 3 mois avant la date de la révision, soit une lecture de l'indice à T0+9 (1^{ère} révision), T0+15 (deuxième révision), T0+21 (troisième révision), T0+27 (quatrième révision), T0+33 (cinquième révision), T0+ 39 (sixième révision).

L'indice de référence I choisi pour la révision de prix est SYNTEC – Coûts de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle (informatique, ingénierie...), pour des prestations fournies.

Arrondis :

Lors de la mise en œuvre de la formule de mise à jour des prix, les calculs sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

◇ si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

◇ si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La proposition de révision de prix, devra être soumise pour validation par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire proposera ses nouveaux tarifs – annexe à l'Acte d'Engagement révisée par avenant.

Ce nouveau tarif pourra être transmis par courriel aux services financiers :

(responsable.pole.depenses@ensta.fr).

A défaut, l'ENSTA se réserve le droit de rejeter les factures établies selon les nouveaux tarifs.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REGLEMENT

5.1 Avance

☒ Sans objet

☐ Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Il sera fait application des articles R2191-7 alinéa 1, et R2191-15 du CCP, ainsi que des modifications apportées par les décrets 2020-1261 du 15 octobre 2020 et 2022-1683 du 28 décembre 2022.

L'option retenue pour les avances est l'option A, telle que définie à l'article A 11.1 du CCAG/TIC du 30 mars 2021.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance est remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. Le remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du poste 1 atteint 65 % du montant initial du poste 1. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. Le remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial du poste 1.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance. Il lui appartient de le préciser au § C5 de l'acte d'engagement.

5.2 Retenue de garantie

Le marché ne comporte ni retenue de garantie, ni garantie à première demande.

5.3 Délai de paiement

Si, du fait du titulaire (adresse incomplète ou non conforme, etc.) les demandes de paiement ne sont pas adressées au service liquidateur ci-dessus, la date de réception à prendre en compte comme point de départ du délai de paiement sera celle de la réception effective de la demande de paiement par le service liquidation.

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture. En cas de dépassement de ce délai de paiement, le pouvoir adjudicateur versera au titulaire des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dans les

conditions fixées par les articles R2192-31 à R2192-34, D2192-35 et R2192-36 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

5.4 Délai global de paiement du sous-traitant et co-traitant

Une partie du marché peut être sous-traitée selon les dispositions des articles R2193-1 à R2193-4.

Le délai global de paiement du sous-traitant ou co-traitant payé directement est identique à celui prévu à l'article du présent CCAP pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement du sous-traitant ou co-traitant court à partir de la réception par l'acheteur de sa demande de paiement telle que transmise par le titulaire du marché.

Si le titulaire n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé à son sous-traitant ou son co-traitant dans les délais indiqués à l'article R2193-12 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du CCP, le sous-traitant ou le co-traitant envoie directement sa demande de paiement au maître d'œuvre conformément aux articles R2193-14 et R2193-16 du décret n° 2018-1075. Le délai global de paiement du sous-traitant ou du co-traitant court à partir de la réception par le maître d'œuvre de sa demande de paiement.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

5.5 Suspension du délai global de paiement

La personne responsable du marché peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète ;
- remise par le titulaire d'une demande de paiement regroupant plusieurs commandes ;
- calcul de pénalités ;
- admission avec réfaction.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne responsable du marché, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours.

5.6 Facturation

Le titulaire établira une facture semestrielle, terme à échoir.

La demande de paiement sera transmise par voie dématérialisée via l'application Chorus Pro sur le portail de la Gestion Publique (cf annexe 1 au CCAP : fiche de présentation du dispositif de facturation électronique pour les fournisseurs de l'ENSTA).

La facture doit rappeler, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché, des avenants éventuels, leurs dates ;
- le numéro du lot concerné ;
- le détail et la nature de chaque prestation ;
- la date de la facture ;
- les montants hors taxes ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C ;
- le numéro de compte bancaire ou postal complet, tel qu'il figure à l'acte d'engagement (Code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP)

La facture doit impérativement mentionner le détail des prestations exécutées.

Il est spécifié que les factures devront faire apparaître la même adresse, le même mode de paiement et la même désignation de prestations que ceux de l'offre.

ARTICLE 6 – PENALITES – REFACTIONS - RESERVES

6.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, tout retard constaté d'intervention et de remise en fonction donnera lieu à des pénalités calculées par journée de retard. Le montant forfaitaire d'une journée ouvrable de retard est fixé à 500 € HT déductible de la redevance semestrielle suivante.

Le montant pénalités pouvant être infligées au titulaire n'est pas plafonné.

6.2 Réfections - Réserves

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation et à l'esthétique des installations, elle peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que représenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner une réfection des installations et proposer à l'entrepreneur une réfaction des prix. L'application de cette réfaction serait effectuée conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG/TIC.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserves de leur réparation.

6.3 Règlement des réfections et pénalités

Les réfections et pénalités viennent en déduction de la facture. En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, l'établissement effectuera lui-même la réduction de prix correspondante, lors de la réception de la facture.

Le montant des réfections pouvant être infligées au titulaire n'est pas plafonné.

6.4 Exonération de pénalités

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte de pénalités pour présenter ses observations. Il peut demander une exonération partielle ou totale des pénalités.

Le Pouvoir Adjudicateur signera les décisions relatives aux exonérations de pénalités.

ARTICLE 7 – PROLONGATION DE DELAI, SURSIS

Une prolongation du délai d'exécution de la prestation peut être accordée par l'acheteur, conformément à l'article 13.3 du CCAG/TIC.

Seul le pouvoir adjudicateur est habilité à délivrer une décision valant prolongation du délai d'intervention après avoir évalué le bien-fondé de la demande.

Le Pouvoir Adjudicateur signera les décisions relatives aux octrois de prolongation de délais ou de sursis.

ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'acheteur peut prendre une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

ARTICLE 9 – GARANTIE TECHNIQUE

Toute réparation ou remise en service sera réputée fiable pendant 60 jours, conformément au §4.3 du CCTP.

ARTICLE 10– MODIFICATIONS PAR VOIE D’AVENANTS

10.1 Avenants

Lorsque l'économie du marché du marché n'est pas bouleversée, il est possible de passer un avenant, ou si le marché le prévoit, de poursuivre l'exécution des prestations au-delà du montant prévu par le marché (articles R2194-1 à R2194-9 du CCP).

La modification résultant d'un avenant peut notamment porter sur les engagements des parties au contrat : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

10.2 Avenants de transfert

Toute modification administrative de l'une ou l'autre des parties fera l'objet d'un avenant de transfert.

ARTICLE 11 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES – CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstances imprévisibles, il sera fait application des articles 26 à 27 du CCAG/TIC.

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du CCP.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'Acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures,...) ou contractuelles (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'Acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

12.1 Responsabilités

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Toutefois, cette responsabilité ne saurait être recherchée, lorsqu'il est établi, notamment :

- que les prestations ont été rendues impossibles par le fait de la personne publique ou de son représentant,
- que les prestations effectuées ont été rendues inefficaces par des causes étrangères au titulaire du marché telles que : mauvaise utilisation des appareils objet des prestations, détérioration ou destruction par un tiers de ces appareils, à l'insu de la personne publique, ou leur vol.

12.2 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG/TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'accident causé de son fait à un tiers se trouvant à l'ENSTA à quelque titre que ce soit, il ne pourra en aucun cas invoquer la responsabilité de l'Administration et devra prendre à sa charge les conséquences pénales et financières éventuelles.

Cette assurance doit couvrir le risque de dommages supportés par le matériel, les équipements, les installations mobilières et immobilières de l'ENSTA.

Au cas où, par la faute du contractant, l'indemnité perçue ne couvrirait pas entièrement le dommage, l'Administration conserve un recours personnel.

Le titulaire sera tenu d'informer l'Acheteur de toute modification, et de produire un exemplaire de ladite police d'assurance modifiée. En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par l'entreprise, cette dernière sera réputée la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE 13 – AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou celle de son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- à la décision d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'Acheteur.

En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 14 – RESILIATION

En cas de non-respect des obligations découlant des termes du présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de le résilier, dans les conditions fixées au chapitre 8 du CCAG/TIC.

ARTICLE 15 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE - DISCRETION - SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG/TIC. Le titulaire devra respecter les règles élémentaires liées à la confidentialité. En particulier, les renseignements sur le fonctionnement de l'école, ainsi que les documents produits dans le cadre de cette prestation, sont strictement confidentiels et ne doivent, sous quelque forme que ce soit, être transmis à des tierces personnes, y compris au personnel de l'ENSTA non explicitement désigné par le prescripteur.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations énoncées au présent article.

ARTICLE 17 - TRIBUNAUX COMPETENTS

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le Tribunal administratif de Versailles est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud – 78011 Versailles
Courrier électronique : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>
Téléphone : +33 1 39 20 54 00
Télécopieur : +33 1 39 20 54 22

Pour plus de renseignements sur l'introduction des recours possibles, les candidats sont invités à consulter le site internet du conseil d'Etat : <http://www.conseil-etat.fr>

Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interdépartemental de Versailles de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
5 rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Courrier électronique : pref-ccira-verailles@paris-idf.gouv.fr
Téléphone : +33 1 82 52 42 72
Télécopieur : +33 1 44 42 63 37

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Un référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative). Le contrat peut faire l'objet d'un référé contractuel (article L.551-13 et suivants du code de justice administrative) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution. Le recours en contestation de validité du contrat, issu de la jurisprudence Tarn-et-Garonne, peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP	Articles du CCAG/TIC
Article 6 – Pénalités	Article 14 du CCAG

Annexe au CCAP

FICHE DE PRESENTATION DU DISPOSITIF CHORUS PRO

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille (y compris les TPE), doivent transmettre leurs factures à leurs clients publics via le portail internet Chorus Pro.

Ce portail permet de dématérialiser facilement, gratuitement et de manière sécurisée les factures.

L'ENSTA est un établissement public, les factures de ses fournisseurs doivent être déposées **obligatoirement et uniquement** sur le portail Chorus Pro.

Cette pratique présente de nombreux avantages :

- une transmission instantanée des factures auprès des services en charge du paiement ;
- un suivi en temps réel du statut d'avancement des factures via le portail chorus
- une fluidification du processus résultant d'une harmonisation des formats ;
- un traitement automatisé de la facture et donc une diminution du délai global de paiement ;
- des économies d'impression et d'affranchissement ;
- un acte éco-responsable pour chaque facture déposée.

La première étape consiste en la création d'un compte sur le portail Chorus Pro (1). Une fois le compte créé vous pourrez déposer vos factures en précisant les informations suivantes afin qu'elles ne soient pas rejetées :

- ① adresse postale de l'ENSTA
828 boulevard des Maréchaux – 91120 PALAISEAU
- ② numéro de SIRET de l'ENSTA : **197 500 036 00029**
- ③ engagement juridique : numéro du bon commande adressé ou numéro de marché indiqué sur le contrat notifié
- ④ code service exécutant : sans objet

Pour vous aider dans vos démarches, l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) a mis en place le portail Communauté Chorus Pro, site d'information et de communication sur Chorus Pro.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

(1) <https://chorus-pro.gouv.fr>